



11 Mai - Réouverture des écoles en Seine et Marne : Inutile, non sécurisée, injuste socialement, inefficace pédagogiquement et économiquement !

Communiqué de l'UD CGT 77- 6 mai 2020

Le Président de la République a annoncé la réouverture progressive des crèches, des écoles, des collèges et des lycées à partir du 11 mai, ainsi qu'une reprise des activités économiques, sans qu'aucune stratégie claire de lutte contre l'épidémie ne soit avancée.

Vous avez dit "volontariat" ?

L'ouverture doit se réaliser sur la base du volontariat pour les élèves et les Mairies, rejetant ainsi la responsabilité de l'Etat sur les élus locaux.

D'ailleurs, nombreux sont les Maires Seine-et-Marnais qui ont déclaré ne pas vouloir ouvrir leurs écoles au regard des risques et du manque de moyens.

Pour les parents d'élèves, **le volontariat n'existe pas** ! A partir du 1er Juin, l'activité partielle pour garde d'enfant n'est plus garantie si les écoles sont ouvertes (Annonce de Muriel Pénicaud le 2 Mai). Et pour certains parents, du fait de la baisse de pouvoir d'achat liée au chômage partiel, un retour au travail « forcé » devient nécessaire. Beaucoup n'auront donc pas le choix.

Des conditions sanitaires impossibles à mettre en œuvre !

Une rentrée des établissements scolaires en mai n'engage pas uniquement les personnels de l'Education Nationale, mais aussi un bon nombre d'agents de la fonction publique territoriale comme les personnels communaux techniques et d'entretien, les ATSEM, les agents des collèges et lycées, les assistants familiaux ou les salariés des transports scolaires.

Le respect du protocole sanitaire à mettre en œuvre est irréalisable. Il va engendrer du travail supplémentaire à tous les professionnels et se confronte à la question des moyens humains et financiers.

Les enseignants se verront fournir 4 masques lavables, dont l'efficacité est largement discutable et non testée scientifiquement. Ce qui rendra leur travail très inconfortable. Pour les personnels communaux, certaines communes ne fourniront qu'un seul masque par agent.

Dans certains établissements, 7 services de restauration scolaire devront être organisés. Comment, dans ces circonstances, faire manger les enfants dans de bonnes conditions et assurer une désinfection des locaux entre chaque service ?

Les agents territoriaux se déclarent très inquiets au sujet de la faisabilité de la désinfection qui doit être réalisée toutes les 2 heures en présence d'enfants.

Pour les classes de maternelle, le matériel est commun et l'apprentissage se fait majoritairement par manipulations. Il n'est donc pas possible d'imaginer un respect des règles et gestes barrières.

De plus, s'ajoute le nettoyage des mains. Il est préconisé de façon échelonnée et à chaque fois que l'enfant tousse, se mouche, toutes les deux heures, avant et après les repas et récréations. Nous savons d'avance que les locaux ne sont pas équipés en points d'eau suffisants pour pouvoir respecter ces recommandations. Et bien sûr, dans certaines écoles, ils ne disposent même pas d'essuie-mains à usage unique et ni de savon !

Une reprise "à la va vite" :

Ce que propose notre gouvernement, c'est une reprise « à l'aveugle » sans savoir qui est infecté ou non. Pour l'organisation des tests cela se fera uniquement en cas de survenue de symptômes sur le lieu de travail. Donc, forcément trop tard pour les familles et enseignants potentiellement infectés.

Dans le protocole, envoyé le lundi 4 mai, aux directeur-rices d'école, il est dit que le masque pourrait être porté uniquement lors de l'accueil des élèves.

N'est-ce pas à nouveau le nombre de masques insuffisant qui dicte cette décision ?

Les agents et leurs organisations syndicales sont peu consultés :

Depuis le confinement, les droits syndicaux sont bafoués. Pas d'autorisations de déplacements professionnels, fournies aux élus du personnel ou qui arrivent tardivement. Dans certaines communes, les CHSCT ne se sont toujours pas réunis, même après la sollicitation et la relance des élus du personnel. Trop d'élus locaux méprisent totalement cette instance. Ce sont pourtant, les agents et leurs élus du personnel les premiers concernés. Ils sont les plus à même de connaître leurs lieux de travail et le matériel à leur disposition.

Des arguments fallacieux pour justifier la réouverture des écoles :

L'argument économique est difficilement tenable, d'abord parce que la reprise du travail ne sera pas possible dans les familles où des fratries rentreront de façon alternée en classe. De plus de nombreux secteurs d'activité sont au point mort du fait de la fermeture des frontières, l'arrêt de l'activité économique internationale et l'arrêt de la consommation mondiale à la suite du confinement de plus de la moitié de la population mondiale.

L'argument social ne tient pas non plus ! Les repas froids devront être fournis par les familles. Pour les enfants issus de familles en très grande difficulté sociale, la situation ne changera donc pas pour les parents ne pouvant pas répondre aux besoins alimentaires, du fait de la faiblesse de leurs revenus .

D'ailleurs dans certaines régions, les collectivités ont fait le choix d'assurer une continuité de service de restauration scolaire, livré à domicile, notamment en Zone d'Education Prioritaire, afin de maintenir un repas par jour pour les familles les plus précaires (ex : en Meurthe et Moselle).

Enfin l'argument pédagogique ne tient pas non plus la route ! Notamment au regard du peu de jours qu'il reste avant les vacances d'été. Une reprise échelonnée des collégiens et des lycéens, le faible nombre d'élèves accueillis, les priorités d'accueil à mettre en place (enfants de professionnels prioritaires, soignants, pompiers, policiers..., enfants de parents contraints par leur employeur de revenir travailler...) ne permettront pas une aide sérieuse pour tous les élèves qui en ont besoin.

La CGT n'est pas CONTRE le déconfinement, s'il est justifié et si les protections et sécurité des travailleurs sont suffisantes. Dans le cadre de la réouverture des écoles, le compte n'y est pas !

La CGT demande une reprise de l'école en Septembre (comme en Espagne et en Italie notamment) afin de ne pas exposer les enfants, les parents et les personnels, prendre le temps de préparer une rentrée sécurisée.

POUR TOUTES CES RAISONS, L'UD CGT77 EST FAVORABLE A UNE RENTREE EN SEPTEMBRE ET DEMANDE :

- le dépistage de l'ensemble des personnels et des élèves avant la reprise ;
- la fourniture de masques chirurgicaux à usage unique pour tous les personnels en nombre suffisant ;
- la mise en conformité des locaux et notamment des points d'eau dans tous les établissements scolaires pour la rentrée de septembre ;
- une reprise élaborée en concertation avec les élus au CHSCT et CHS et les professionnels ;
- le maintien à 100 % du salaire net dans le cadre du chômage partiel-
- Le maintien du dispositif de garde d'enfant.

Contact Presse : Patrick Masson UDCGT7706 82 57 66 72 – Luc Perrin Educ'action CGT77 06 67 46 11 17
Cécile Vlieghe CSD (CGT des agents territoriaux) 06 14 88 98 21-

PJ : Lettre d'interpellation des maires de Seine et Marne.